

Universités de la jeunesse du Centre Nord-Sud 2026

Intelligence artificielle, jeunesse et paix :

Prévenir la cybercriminalité et les préjudices numériques grâce à une

gouvernance responsable de l'IA

L'intelligence artificielle (IA) s'intègre de plus en plus dans la vie quotidienne, offrant de nouvelles opportunités en matière d'innovation, d'éducation et de développement durable. Elle transforme la manière dont les personnes accèdent à l'information, communiquent et interagissent. Toutefois, son déploiement rapide soulève des questions importantes sur la manière dont les technologies numériques peuvent être régies de manière à respecter les droits de l'homme, les valeurs démocratiques et l'État de droit.

Lorsqu'ils sont mal conçus ou utilisés à mauvais escient, les systèmes d'IA peuvent contribuer à des risques tels que le renforcement des préjugés, la désinformation, les *deepfakes*, les escroqueries en ligne et d'autres formes de manipulation numérique. Ces phénomènes peuvent porter atteinte à des droits fondamentaux, notamment le droit à la vie privée, la protection des données, la liberté d'expression, l'égalité et l'accès à la justice, avec des risques spécifiques pour les femmes et les filles, ces dernières étant souvent ciblées de manière disproportionnée par les abus et le harcèlement en ligne.

Ces défis se manifestent différemment selon les régions, où la diversité des conditions socio-économiques, des cadres de gouvernance et des niveaux d'accès au numérique façonne à la fois les risques et les mesures mises en place.

Si rien n'est fait, ces défis dépassent le simple préjudice individuel, creusant les divisions sociales et érodant la confiance dans les institutions démocratiques. Dans des contextes fragiles ou de transition, les contenus trompeurs ou préjudiciables peuvent amplifier les tensions et affaiblir la cohésion sociale. Ils peuvent également influencer les comportements hors ligne et le débat public. Lutter contre les préjudices numériques et la cybercriminalité relève donc de la régulation du numérique, mais aussi de la protection de la sécurité démocratique et du soutien à des sociétés pacifiques et inclusives.

Parallèlement, l'IA peut également améliorer l'accès à la justice, renforcer la prestation des services publics et aider à détecter les préjudices en ligne lorsqu'elle est mise à profit de manière constructive et guidée par les principes des droits de l'homme. Il est donc essentiel de garantir une gouvernance responsable de l'IA afin de maximiser ses avantages tout en atténuant ses risques.

Les jeunes d'aujourd'hui sont des utilisateurs assidus des technologies d'IA, qu'il s'agisse des réseaux sociaux, des chatbots ou des plateformes éducatives. Ils sont à la fois exposés à ses risques et bien

placés pour en façonner l'impact. En tant qu'innovateurs et défenseurs, ils peuvent jouer un rôle clé dans la prévention, la sensibilisation et l'engagement communautaire, contribuant ainsi à des environnements numériques plus inclusifs et pacifiques.

S'appuyant sur le thème des Universités de la jeunesse 2025, « Donner aux jeunes les moyens d'assurer la sécurité numérique », l'édition 2026 élargit son champ d'action. Elle renforcera les compétences individuelles en matière de sécurité numérique tout en abordant des défis plus larges associés aux préjudices numériques liés à l'IA et à la cybercriminalité. Le programme explorera comment l'engagement des jeunes, la culture critique en matière d'IA et les approches de gouvernance responsable peuvent aider à prévenir les préjudices numériques et contribuer à des sociétés plus démocratiques et pacifiques.

En tant qu'organisation dédiée aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit, le Conseil de l'Europe a joué un rôle pionnier dans la réglementation des technologies numériques. Ses instruments juridiques fournissent des normes pour protéger les droits fondamentaux, réglementer l'IA, garantir la protection des données et lutter contre la cybercriminalité, dont la portée dépasse les frontières de l'Europe¹.

D'autres organisations régionales ont élaboré des cadres complémentaires et des initiatives interrégionales visant à lutter contre la désinformation, le racisme, la xénophobie et la violence numérique par le biais d'approches coordonnées et fondées sur les droits².

Les Universités de la jeunesse 2026 inscriront leur action dans cet écosystème plus large de cadres juridiques et politiques, en favorisant le dialogue et l'apprentissage mutuel entre les régions. Conformément à la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité, le programme autonomisera les jeunes grâce à une culture juridique et critique de l'IA, leur permettant de détecter la manipulation, de faire face aux risques numériques et de plaider en faveur d'une gouvernance responsable et fondée sur les droits.

En mettant également l'accent sur les solutions menées par les jeunes, le programme encouragera ces derniers à contribuer à la gouvernance de l'IA et du numérique, notamment en intégrant leurs perspectives dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

¹ [La Convention n° 108+](#) du Conseil de l'Europe [sur la protection des données](#), [la Convention-cadre sur l'intelligence artificielle](#), [les droits de l'homme](#), [la démocratie et l'État de droit](#), ainsi que la [Convention de Budapest sur la cybercriminalité](#) fournissent des normes, applicables au-delà de l'Europe, pour la protection des droits fondamentaux, la réglementation de l'IA, la garantie de la protection des données et la lutte contre la cybercriminalité.

² Telles que la [Convention de Malabo de l'Union africaine](#), la [Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique](#), la Stratégie continentale en matière d'intelligence artificielle et la [Convention de la Ligue des États arabes sur la lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information](#). Des initiatives de dialogue interrégional telles que la [Déclaration de Louxor](#) et la [Déclaration de Kotor](#) du Centre Nord-Sud soulignent davantage la nécessité de lutter contre la désinformation, le racisme, la xénophobie et la violence numérique par le biais d'approches coordonnées et fondées sur les droits

En favorisant la pensée critique, la citoyenneté mondiale et la coopération interrégionale, les Universités de Jeunesse visent à permettre aux jeunes d’agir en tant que multiplicateurs au sein de leurs communautés et de contribuer à des sociétés plus inclusives.

Les activités organisées dans le cadre des Universités aborderont les questions suivantes :

- Que signifie la culture critique en matière d'IA, et pourquoi est-elle importante pour une citoyenneté active à l'ère numérique ?
- Quelles compétences les jeunes doivent-ils acquérir pour naviguer en toute sécurité dans les environnements numériques alimentés par l'IA et détecter les contenus trompeurs ou préjudiciables ?
- Comment les jeunes peuvent-ils soutenir la mise en œuvre de cadres juridiques sur la protection des données, l'IA et la cybercriminalité et contribuer à des sociétés plus inclusives et pacifiques ?
- Que doivent prendre en compte les jeunes entrepreneurs et innovateurs lorsqu'ils utilisent les technologies d'IA pour s'assurer que leurs projets sont non seulement innovants, mais aussi éthiques et respectueux des droits de l'homme ?
- Quelles sont les implications de l'interdiction ou de la restriction des plateformes de réseaux sociaux pour les droits, la participation et l'accès à l'information des jeunes, et comment développer des approches équilibrées ?